

De nouvelles preuves sur les liens d'Uribe avec des groupes criminels

Par Maria Josefina Arce



Alvaro Uribe avait nié à plusieurs reprises tout lien avec le trafic de drogue.

Des documents déclassés ces derniers jours par les États-Unis confirment ce que les Colombiens savaient déjà: L'ancien président Álvaro Uribe, parrain politique de l'actuel président Iván Duque, a eu des liens avec le cartel de la drogue de Medellín.

D'après ces documents, Álvaro Uribe a reçu de l'argent du patron de la drogue, Pablo Escobar, pour financer ses campagnes afin d'accéder au Sénat.

Les liens de l'ancien président avec les narcotrafiquants remontent à 1993. L'information révélée cette semaine a trait à un rapport de 2004 des archives de l'Agence de sécurité nationale des États-Unis.

Dans ce rapport, l'ex-président Álvaro Uribe figure parmi les principaux noms du trafic de drogue en Colombie.

Actuellement, Álvaro Uribe, qui a démissionné de ses fonctions au Sénat, est assigné à résidence, accusé de fraude procédurale et de manipulations de témoins. Pourtant ces accusations n'ont aucun rapport avec les graves crimes auxquels il est associé.

Uribe a un passé sombre. Sa famille a eu des liens avec des trafiquants de drogue et avec Metro Block, organisation paramilitaire impliquée dans des meurtres, des disparitions, des massacres, des tortures et des viols de femmes.

Iván Duque, son protégé, a été également mis en examen pour un éventuel financement illégal de sa campagne électorale en 2018. Actuellement, son gouvernement fait face à une situation compliquée en raison de la crise économique, sociale et sanitaire causée par le COVID-19.

Les Colombiens ont exprimé leur mécontentement en descendant dans la rue. Même en pleine pandémie, ils ont manifesté contre le gouvernement, contre la violence policière, les meurtres de dirigeants sociaux et indigènes, des activistes de droits de l'homme et des ex-combattants de l'ancienne guérilla.

La société colombienne réclame la mise en application réelle des accords de paix avec la guérilla signés en 2016.

Cette année, le parti au pouvoir, le Centre Démocratique, a été au cœur de la tempête. Une grande partie des Colombiens met en cause la capacité du président Ivan Duque de gérer les problèmes qui affectent la Colombie et questionne ses liens avec la figure controversée d'Uribe.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/243374-de-nouvelles-preuves-sur-les-liens-duribe-avec-des-groupes-criminels>



Radio Habana Cuba